Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **10 (1994)**

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

■ MARIANNE FISCHBACHER, ***So ging man eben ins Hotel. Domleschger Hotelangestellte im Engadin der Zwischenkriegszeit.*** Chur, Verein für Bündner Kulturforschung, Beiheft Nr.1 zum Bündner Monatsblatt, 1991, 163 p.

La vallée du Domleschg se faufile le long du versant oriental de l'Hinterrhein, dans le canton des Grisons. Tenue pendant longtemps à l'écart des grands courants de circulation, elle a subsisté, comme beaucoup de ses voisines, sur la base d'une agriculture de petites propriétés et a possédé, à cet égard, tous les traits des sociétés préindustrielles, incapable d'assurer un travail et un revenu à l'ensemble de ses natifs. Le mécanisme est connu, qui voit le «trop plein» contraint de s'adonner à d'autres occupations sous d'autres cieux. Pour beaucoup, l'issue signifiait une émigration définitive outre-mer. Pour d'autres, elle prenait les accents d'une migration saisonnière. C'est le cas de nombreux habitants de la vallée du Domleschg qui ont trouvé, dans l'hôtellerie, des occupations alliant ces deux exigences qui paraissaient pour beaucoup inconciliables: le maintien d'un petit train de campagne et la nécessité d'un salaire d'appoint. Durant la haute saison, on quittait le Domleschg pour devenir portier, liftier, chasseur, concierge, fille de salle ou fille de chambre dans les riches établissements de St.Moritz ou de Pontresina. On y revenait à la basse saison pour aider au domaine familial. C'est à cette population que s'est intéressée Marianne Fischbacher. Son attachante étude est présentée sous la forme d'«histoires de vie», dans la tradition de l'histoire orale. L'accent est donc mis sur les trajectoires individuelles, reconstituées à l'aide d'interviews et confrontées à des analyses plus générales sur la situation économique et sociale de la vallée du Domleschg et sur le tourisme. Les caractéristiques essentielles de l'hôtellerie résident, d'une part, dans l'extrême variété des occupations que fixe une hiérarchie précise où les rôles, les fonctions et les gestes sont rigoureusement établis. Pour le personnel en contact avec la clientèle, la tenue vestimentaire, l'allure générale, la propreté font l'objet de contrôles permanents qui ne souffrent aucune discussion. D'autre part, elles consistent dans la concurrence qui oppose les différents employés. Très différentes d'un établissement à l'autre, les conditions de travail reposent sur une très importante disparité entre les employés bénéficiant d'un salaire fixe (cuisiniers, commis de cuisine, plongeurs, lingères, personnel de bureau), ceux dont le salaire dépendait uniquement des pourboires comme les sommelier(ère)s, les chasseurs, les portiers,

les concierges ou encore ceux qui voyaient leur rémunération prendre l'une et l'autre formes. Le fait que la plupart des employés vivaient et mangeaient sur leur lieu de travail particularisait encore ce monde que les crises économiques de l'entre-deux-guerres ont durablement fragilisé. Ces disparités et cette originalité rendaient difficile une unité d'action syndicale. Il fallut ainsi attendre 1936 pour voir la suppression des rémunérations basées uniquement sur les pourboires. Menées par l'*Union Helvetia*, le syndicat du personnel hôtelier, les tractations durèrent plus de dix ans et son action fut souvent combattue par le personnel lui-même.

Laurent Tissot

■ EPFL, Institut de théorie et d'histoire de l'architecture, Archives de la construction moderne. ***Une Menuiserie Modèle. Les Held de Montreux.*** Ouvrage publié à l'occasion de l'exposition présentée au Musée des arts décoratifs de la Ville de Lausanne, Yens-sur-Morges, Cabédita, 1992, 231 p.

Sauvées in extremis de la destruction, les archives de la Menuiserie Held à Montreux, qui s'est définitivement fermée en 1984 après plus de cent ans d'existence, jettent un éclairage original sur les relations et l'organisation du travail dans une petite entreprise. Avec un effectif qui n'a jamais dépassé 200 employés, cette maison a développé un remarquable savoir-faire technique qui l'a amenée à collaborer à de nombreux chantiers prestigieux: hôtels, banques, bâtiments publics (postes, gares, hôpitaux, écoles), et dont on peut avoir un aperçu dans les superbes reproductions qui parsèment l'ouvrage. Le «palmarès» et les succès se conjuguent cependant avec une culture d'entreprise où l'autoritarisme et l'intransigeance d'Albert Held, figure dominante de la maison durant de nombreuses années, se heurtent en certains moments «chauds» à la forte capacité mobilisatrice des ouvriers, capacité qui repose sur la très grande solidarité régnant parmi les travailleurs du bois. Chargée de l'étude de l'histoire de l'entreprise, Joëlle Neuenschwander Feihl retrace les épisodes les plus marquants de ces luttes, notamment la grève de 1907, qui se termine par un retrait des revendications ouvrières, et le *lock-out* de 1919 qui débouche en revanche sur une repli patronal. Traité par la presse syndicale de «grand ennemi» des travailleurs du bois, Albert Held sait aussi développer une active politique paternaliste illustrée notamment par l'envoi de colis à ses ouvriers italiens mobilisés par la guerre de 1914. A côté de l'histoire des relations de travail, Joëlle Neuenschwander Feihl fait également une large place à l'histoire du travail proprement dit: son orga-

nisation, sa distribution, ses hiérarchies, sa répartition, ses transformations, sa division, etc. Reposant notamment sur un riche fonds photographique, cet aspect donne un éclairage moins connu de la vie des entreprises. Le recours à des mémoires «orales» et un traitement plus approfondi des sources écrites auraient certainement apporté davantage de consistance aux développements qui se limitent souvent à la simple description des fonctions. Comment s'effectue le changement des affectations et des qualifications? Comment sont annoncés, accueillis, gérés le progrès technique et la mécanisation? Sur quelles bases sont conçues, perçues, et développées la formation et la spécialisation? Autant de questions auxquelles des éléments de réponses auraient mieux fait comprendre l'exceptionnelle réussite de cette entreprise. Joëlle Neuenschwander Feihl en a indiqué certaines pistes. Il reste à les inventorier plus systématiquement.

Laurent Tissot

■ KATRIN HOLENSTEIN ET ELISABETH RYTER, ***Drapeaux rouges - foulards lilas, 8 mars, l'histoire de la Journée internationale des femmes en Suisse,*** édité par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, Berne, 1993, 123 p.

Cette publication du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes comble une lacune: l'histoire des origines et de l'évolution de la journée internationale des femmes. On ne savait que peu de choses, en effet, sur la pratique de cette tradition en Suisse, revigorée depuis les années septante par les manifestations et les actions féministes autour du 8 mars. Si l'on peut dater avec précision l'institutionnalisation d'une journée d'action pour les revendications féminines (la 2e conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague en 1910), il est en revanche moins aisé de retracer la genèse de l'idée de base. Deux pistes sont plausibles : soit l'exemple fourni par des socialistes américaines qui appellent à une journée des femmes à Chicago en 1908, soit l'appropriation du modèle que constitue le Premier Mai. A une différence près: les femmes ne demandent pas la journée de huit heures, mais le droit de vote. C'est cette exigence qui forme le fil rouge de ces manifestations en Suisse depuis les premières assemblées publiques en 1911 jusque dans les années septante lorsque cette revendication est enfin satisfaite. Loin d'être limitative, une telle approche bien cernée thématiquement permet d'abord de décrire l'état du mouvement des femmes dans la diachronie, sa dépendance du contexte économique et politique, et par conséquent aussi social et intellectuel. Liée organiquement et idéologiquement au mouvement ouvrier, l'organisation des journées

du 8 mars suit de près l'évolution du parti socialiste, puis dès 1921 également du parti communiste. Au point de privilégier souvent les intérêts de la «lutte des classes» à celle de la «lutte des sexes», comme le relèvent les auteures. Les associations féminines «prolétaires» et «bourgeoises» ne collaborent que peu souvent, et seulement à certaines occasions bien précises. La pétition pour le droit de vote féminin en 1929, rassemblant 250'000 signatures, en constitue un des rares exemples. Il faudra attendre l'après-guerre pour lire les premiers appels communs. Ainsi, le 8 mars 1946, Lausanne rassemble sans doute l'intégralité des associations féminines du canton, une trentaine en tout, allant du Groupe féminin du Parti libéral lausannois à celui du Parti ouvrier et populaire, en passant par la Ligue vaudoise des femmes catholiques, l'Union des femmes vaudoises, l'Association des femmes de pasteurs de l'Eglise nationale et la Société de bienfaisance des dames israélites de Lausanne. Mais ce pluralisme demeure l'exception. Il ne s'explique que par la montée en flèche des forces politiques de gauche, notamment communistes, en particulier dans les cantons de Vaud et de Genève dans l'immédiat après-guerre. Et probablement aussi par le fait que la journée internationale des femmes change de caractère: de manifestation pour les revendications féminines, voire féministes, elle devient le vecteur d'aspirations pacifistes. Elle s'intitule alors «Journée internationale des femmes pour la paix». L'unité féminine est cependant rattrapée par la guerre froide et la formation des blocs. Le 8 mars reprend alors son image «de gauche». Les femmes socialistes se retrouvent entre elles, comme le font d'ailleurs de leur côté les femmes du Parti suisse du Travail, les deux seules forces politiques à conserver cette tradition durant les années cinquante. Mais séparément. Tout change après 1968. Une nouvelle génération fait irruption en politique, bousculant - parfois au sens propre - quelques fonctionnements bien ancrés. Iconoclaste, impertinent, jouant de la dérision, le Mouvement de libération des femmes, le MLF, introduit autant l'humour que la virulence. Il brise des tabous et des barrières sociales: ni le pouvoir masculin, ni le pouvoir ecclésiastique, ni même la sphère privée ne sont à l'abri de la critique ou de la remise en question. Tout devient politique. Et médiatique aussi. Car le nouveau mouvement des femmes sait atteindre un large public par ses actions de provocation, mais aussi ses rassemblements de masses, dans des manifestations non plus locales, mais nationales. Au changement de style correspond un changement de contenu. Ce ne sont plus uniquement des droits que réclament les femmes, mais un radical changement du rapport entre les sexes. C'est un des mérites de cette brève étude de nous le rappeler. Elle met en outre en évidence combien certaines idées mettent du temps à s'imposer, comme le suffrage féminin, alors que d'autres - le congé maternité, l'égalité salariale

ou la dépénalisation de l'interruption de grossesse - attendent toujours leur reconnaissance. Même le débat sur le thème «Madame ou Mademoiselle» est déjà présent dans les colonnes du journal des femmes socialistes en 1929! Mais cette étude fait ressortir surtout combien l'histoire des mouvements de femmes fait partie intégrante de l'histoire du siècle. Regrettons seulement, à ce propos, que certains thèmes soient abordés si brièvement. Souhaitons que d'autres recherches aient le privilège de les prolonger et de les approfondir: elles disposent ici d'un fort utile instrument de travail comme point de départ.

Brigitte Studer

■ BERNARD DEGEN, ***Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Bundespartei? Die Geschichte der Regierungsbeteiligung der schweizerischen Sozialdemokraten.*** Zürich, Orell Füssli Verlag, 1993, 159 pages, Frs. 39.80.

Voici un ouvrage important qui présente une approche *historique* de cinquante ans de participation gouvernementale du Parti socialiste suisse (1943-1993). Fort opportunément Degen rappelle d'abord les péripéties qui aboutiront à cette participation dès 1943 (lors de l'élection du premier conseiller fédéral socialiste, Ernst Nobs): comment le PS, durant les deux décennies qui suivent sa fondation en 1888, s'est appuyé sur des forces extra-parlementaires pour s'imposer en tant que parti au niveau national (dans la lutte pour la journée de dix heures par exemple), pourquoi la grève générale de 1918 a rendu caduque l'idée de faire entrer les socialistes au gouvernement dans le but d'un compromis social, de quelle manière l'aile du PS favorable à l'intégration progresse durant les années vingt, comment expliquer la sèche défaite du premier candidat officiel socialiste au Conseil fédéral en 1929 (Emil Klöti) et les tentatives répétées et malheureuses du PS durant les années de crise économique (dix-neuf tentatives infructueuses). Autant d'étapes importantes de l'histoire du PSS que Degen décrit en se basant sur des sources solides et bien choisies. Dans la deuxième moitié de l'ouvrage, l'auteur aborde l'histoire de la participation gouvernementale proprement dite et distingue plusieurs étapes dès la démission hors du commun du conseiller fédéral Max Weber en 1953: période difficile de la politique d'opposition (1953-1959), période florissante de l'intégration (découverte de la «formule magique») de 1959 à 1963, puis période de lézardes dans la démocratie de consensus (1964-1983) qui va coïncider avec de sérieuses remises en question à l'intérieur-même du parti. Et finalement, de 1983 à aujourd'hui, la remise en cause de plus

en plus aiguë d'une «formule magique» qui n'a jamais cessé d'être l'objet de bien des critiques de militants de tout le pays. Degen avait déjà traité l'ensemble de ces problèmes dans sa contribution au livre du centenaire du PSS (*Solidarité, débats, mouvement.* Lausanne, Ed. d'en bas, 1988, pp. 319-345), mais les deux «affronts» successifs essuyés par le PSS lors de la non élection de Lilian Uchtenhagen en 1983, puis lors de la non élection de la candidate officielle présentée par le parti en 1993 autorisent aujourd'hui l'historien à donner un éclairage différent à ces pages d'histoire du parti socialiste. Bernard Degen situe l'ensemble des problèmes dans leur contexte historique avec une clarté et une concision qui rendent son ouvrage passionnant.

Pierre Chessex